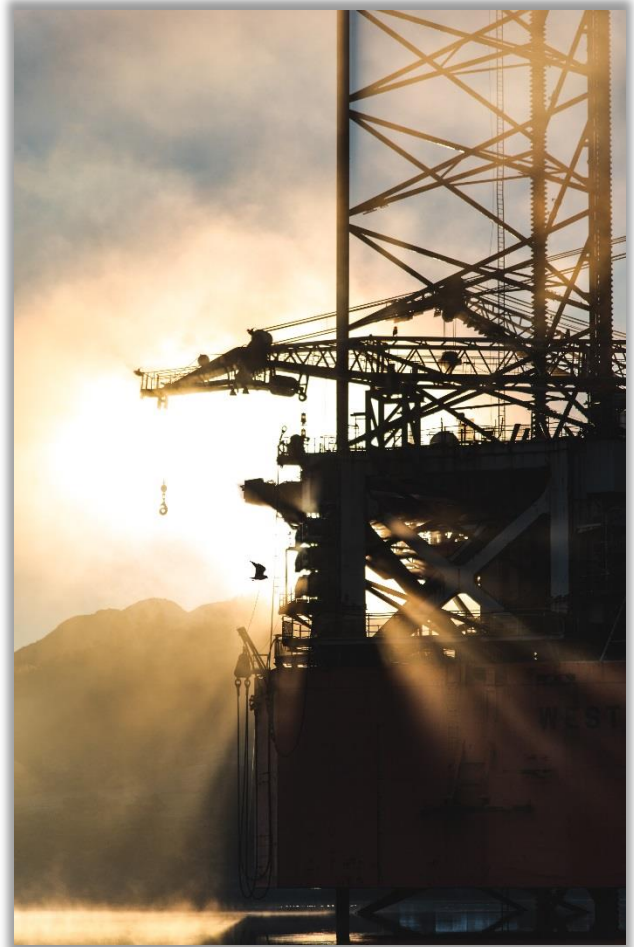


Croissance énergétique turque : l'arme stratégique d'Erdoğan

La rapide croissance démographique et économique de la Turquie des deux dernières décennies l'a inévitablement confrontée aux questions de suffisance énergétique pour faire face à sa demande intérieure. Le pays s'est massivement appuyé sur les productions gazières et pétrolières de la Russie et de l'Iran, ainsi que sur celles de l'Azerbaïdjan ou du Qatar. Les fortes importations ont, de fait, renforcé considérablement sa dépendance aux hydrocarbures extérieurs : 93% de la consommation turque en pétrole et 99% de celle en gaz proviennent aujourd'hui de l'étranger¹. De manière plus globale, la demande énergétique turque est actuellement satisfaite à hauteur de 74% par des importations². Parallèlement, les politiques menées par le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, ont pour ambition de redonner à la Turquie son envergure internationale passée et à s'imposer dans la « cour des grands ».



Aujourd'hui, la stratégie turque vise donc d'abord la sécurité énergétique, par la dynamisation de sa production intérieure, l'augmentation de son efficacité énergétique et la diversification de son mix, mais également à asseoir sa supériorité dans le bassin méditerranéen et à restaurer son influence régionale.

L'affirmation régionale de la Turquie par le biais énergétique

En Méditerranée orientale, où ces dernières années ont été animées par la découverte de nouveaux gisements gaziers, la Turquie joue gros. Particulièrement autour de l'île de Chypre, dont la partie sud indépendante a entamé des prospections menant à la découverte du gisement « Aphrodite » au large de ses côtes qui est aujourd'hui revendiqué par la Turquie. Ces découvertes d'importants gisements gaziers en Méditerranée orientale pourraient apparaître comme une solution au moins partielle à l'indépendance énergétique de la Turquie, si la diminution du prix des hydrocarbures ne rendait pas les coûts d'exploitation irraisonnables. Pourtant, si Ankara s'obstine à mettre la main sur ces gisements, c'est parce que la stratégie turque en Méditerranée donne à ses préoccupations énergétiques une dimension stratégique. Le déploiement de nombreux vaisseaux de guerre dans la région répond au concept géopolitique de la « Patrie bleue » développé ces dernières années, qui incarne la volonté d'Ankara de défendre ses droits sur ces espaces maritimes et sa vocation à intervenir au-delà.

¹ « Turkey 2021, Energy Policy Review », International Energy Agency, mars 2021

² « Turkey's International Energy Strategy », Ministry of Foreign Affairs – Republic of Turkey

De tels déploiements répondent d'abord aux problématiques de délimitations des zones économiques exclusives. En Turquie, la question est sensible depuis longtemps avec Athènes puisqu'en dépit de sa façade maritime importante, ses eaux territoriales sont rapidement limitées, notamment par les îlots grecs se trouvant à quelques kilomètres des côtes. De plus, l'accord multilatéral entre la Grèce, Chypre, l'Égypte et Israël sur la définition des ZEE respectives avait notamment pour objectif de confiner la Turquie. En ce sens, le projet de l'EastMed, gazoduc visant à acheminer le gaz de Méditerranée orientale en évitant le territoire turc, affaiblirait la renaissance régionale turque. L'immixtion de la Turquie dans le conflit libyen lui permet de rebattre les cartes. Dans un contexte de grande tension en Libye et grâce à la fourniture de matériel militaire au Gouvernement d'accord national, la Turquie a conclu un accord bilatéral avec Tripoli sur la délimitation des ZEE entre les deux États, la sortant de son isolement, empiétant sur les zones exclusives grecques et chypriotes et remettant en cause le projet EastMed.

Sur terre également, le croisement de ces sphères énergétiques et stratégiques répond au souhait de la Turquie de devenir le hub énergétique régional. Jouant de sa position géographique privilégiée, l'État compte bien devenir le relai du gaz en provenance de la Mer Caspienne (l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum) et de Russie (le gazoduc Turkish Stream) et à destination de l'Europe. Cela lui permettrait de contrôler des flux pétroliers et gaziers dont les européens, qui cherchent à diversifier leurs sources d'énergie, peuvent difficilement se passer.

La sécurisation de la production intérieure turque

La Turquie dispose de plus de latitude d'action de l'autre côté du Bosphore, en Mer Noire. Plusieurs initiatives lancées au cours de la dernière décennie ont eu pour objectif de permettre à la Turquie de redémarrer sa production intérieure. Découvert récemment, le champ gazier de Sakarya, recelant 405 milliards de mètres cubes de gaz naturel selon les dires du président Erdogan³ et dont les premiers forages sont imminents, devrait également participer à cette recherche d'indépendance énergétique. Incitée par de nouveaux avantages fiscaux, la Turkish Petroleum Corporation (entreprise publique pétrolière et gazière) a initié des campagnes d'investissement dans l'offshore, augmentant de 19% la production de pétrole turc entre 2017 et 2019⁴.

L'augmentation de la production s'accompagne d'une diversification du mix énergétique. Ankara a signé le développement de centrales nucléaires grâce à des accords intergouvernementaux avec la Russie en 2010 et le Japon en 2013. La première centrale (à Akkuyu) devrait voir le jour en 2023, la seconde (à Sinop) en 2026. Cependant, le sujet des capacités nucléaires turques, même civiles, demeure un point sensible sur la scène internationale, certains redoutant qu'Ankara soit tentée de les utiliser à d'autres fins et de remettre en question la hiérarchie otanienne et l'équilibre stratégique mondial.

Les énergies renouvelables, de leur côté, ne constituaient en 2018 que moins de 12% de la consommation nationale d'énergie. Mais leur part dans le mix énergétique croît fortement depuis dix ans : la production d'électricité renouvelable a triplé depuis 2010 et représentait 45% de la production électrique totale en 2019⁵. L'hydroélectricité est la plus importante des sources renouvelables, suivie par les énergies éolienne (fortement portée au niveau politique), solaire et géothermique. Encore mesurée, cette part est amenée à s'accroître à en croire les ambitions affichées par Recep Tayyip Erdoğan qui a déclaré vouloir faire de la Turquie « *un pays central en matière de technologies*

³ « Turkey raises Black Sea field's reserves to 405 bcm », Reuters, 17 octobre 2020

⁴ « Turkey 2021, Energy Policy Review », International Energy Agency, mars 2021

⁵ « Turkey 2021, Energy Policy Review », International Energy Agency, mars 2021

d'énergies renouvelables », lors de l'inauguration de la centrale thermique Soma Kolin en début d'année⁶. La renaissance de la Turquie passerait en partie par le renouveau des énergies.

Mais, parallèlement, les efforts de la Turquie pour combler ses besoins domestiques doivent être combinés à une décélération de la consommation, un lissage de la demande justifiant la mise en œuvre d'une politique d'efficacité énergétique. Celle-ci vise à réduire la consommation d'énergie de 14% entre 2017 et 2023, soit 24,4 millions de tonnes d'équivalent pétrole (mtoe) sur les 174 mtoe pris comme base de référence. L'atteinte de cet objectif permettrait à la Turquie de parvenir plus rapidement son indépendance énergétique, de perpétuer ses efforts environnementaux et de réduire les coûts économiques liés à l'importation, la production et la distribution.

L'ambition de la Turquie en matière énergétique l'a conduit à mener une politique volontariste de croissance rapide de ce secteur. Ankara n'hésite pas, dans ce cadre, à faire appel à des sociétés étrangères pour le développement de ses capacités de production, comme l'a montré l'investissement d'Engie dans le projet nucléaire de Sinop. Dotée d'un réseau important de correspondants locaux, Square Strategy accompagne les entreprises qui souhaitent s'implanter en Turquie ou nouer des partenariats avec des entreprises locales.

⁶ « Erdogan : "Faire de la Turquie un pays central en matière de technologies d'énergies renouvelables" », Agence Anadolu, 16 janvier 2021